

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Samedis

RÉDACTION et ADMINISTRATION
68, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

Rédacteur en chef: Dr Lazar MARKOVIĆ, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT } Suisse 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. — »

Le danger allemand et la paix

Les conditions de paix offertes par M. Lloyd George et M. W. Wilson aux puissances centrales n'ont pas été adoptées par celles-ci. Ces conditions assuraient à l'Allemagne, non seulement la consécration du « Mitteleuropa », mais aussi la domination incontestée sur l'Europe centrale, sur la Russie et toutes ses possessions en Asie, sur les Balkans et sur la Turquie tout entière. En refusant d'accepter ces conditions, l'Allemagne a irrévocablement proclamé son désir de réaliser, par la guerre actuelle, la domination sur toute la terre. L'Allemagne défie le monde entier.

Car l'Allemagne non vaincue aujourd'hui, c'est l'Allemagne omnipotente demain et agrandie, non seulement des territoires déjà occupés par elle, non seulement des territoires de ses fidèles alliés, mais aussi, et surtout, de tous les Balkans et de toute la Russie. Les Etats européens, restés neutres, graviteront demain, bon gré mal gré, autour du centre allemand. Au surplus, les Etats aujourd'hui ennemis de l'Allemagne, seront, demain, contraints par la force des faits, par la grandeur accablante de l'Allemagne, d'entrer, contre leur volonté, dans l'orbite germanique. Ce qui restera en dehors de ce monde allemand ne pourra que végéter seulement jusqu'à son asservissement économique et politique définitif. Ni M. Lloyd George, ni M. Wilson, ni tous les amis occultes de l'Autriche-Hongrie et de la Bulgarie germanophiles, ne paraissent se rendre compte de cette vérité patente.

Il est évident que le démembrement de la Russie rend impossible la conclusion d'une paix avec l'Allemagne et ses alliés sur la base du « statu quo ». L'Allemagne, il est vrai, tâche de présenter au monde la Russie comme une puissance. Malheur à celui qui le croit. Même si la Russie restait unie, elle ne serait qu'une proie facile pour l'Allemagne et pour son « brillant second », l'Autriche-Hongrie. Les immenses richesses de la Russie en matières premières, son marché nécessité par les besoins d'une population d'à peu près de deux cent millions d'habitants — tout cela sera livré à l'activité de l'industrie allemande, qui en saura tirer le plus grand profit pour la nation germanique. Les richesses ainsi accumulées serviront ensuite à combattre les concurrents encore existants. Enfin, la docilité connue du peuple allemand et sa subordination aveugle au militarisme prussien, faciliteront le perfectionnement de l'organisation existante, qui sera dirigée vers l'asservissement économique et politique du monde entier. C'est alors que ne se sentiront plus à l'abri de l'agression allemande, ni les Etats-Unis, ni le Japon. Voilà pourquoi nous ne croyons pas qu'il existe un seul homme en Angleterre qui puisse raisonner et qui puisse consentir à une paix avec l'Allemagne sur la base apparente du « statu quo ». Car, bientôt après une telle paix, éclatera une guerre, encore plus terrible que celle-ci, entre l'Angleterre et l'Allemagne dans des conditions tout autres que celles d'aujourd'hui. Les chances de victoire ne seront pas alors du côté de l'Angleterre, mais du côté de l'Allemagne.

Si l'on réfléchit sur ces faits, on cessera bientôt de croire en Angleterre et en Amérique qu'on combat aujourd'hui seulement pour la délivrance de la Belgique, pour la

désannexion de l'Alsace-Lorraine, pour Trente et Trieste, pour l'union du peuple roumain et pour celle du peuple serbe, mais aussi et surtout qu'on combat contre son propre ennemi, qui est en même temps l'ennemi commun, parce que tous les Alliés sont plus ou moins, un peu plus tôt, un peu plus tard, menacés de ce même ennemi, l'Allemagne. Une fois cet ennemi écarté, l'accomplissement des vœux de chacun des Alliés se fera de soi-même.

Restent encore à examiner les vœux de la classe ouvrière, qui n'est pas la plus éprouvée par la guerre actuelle. — « Pas d'annexions, pas de réparations, pas de garanties; la paix immédiate, équitable et sur la base du « statu quo », — voilà la formule de la classe ouvrière d'Occident pour la paix avec les puissances centrales. Mais, il est d'abord curieux que ce soit la classe ouvrière des Etats de l'Entente qui proclame cette formule et non pas la classe ouvrière en Allemagne.

Tout le monde a appris quelque chose de la guerre actuelle, seuls les représentants de la classe ouvrière en Europe occidentale semblent n'avoir rien appris. Chose incroyable, mais vraie.

Ils avaient à apprendre premièrement que la classe ouvrière d'Allemagne est d'abord allemande et ensuite socialiste. Deuxièmement, ils avaient à apprendre que la classe ouvrière allemande, étant allemande de par ses sentiments, forme une partie intégrante de la nation allemande. Et la nation allemande nous a démontré pendant la guerre, qu'elle est non seulement docile, mais qu'elle obéit aveuglement, avec une certaine prédilection, inconcevable ailleurs, au militarisme prussien.

Et la classe ouvrière en Allemagne ne vote pas les budgets et les emprunts de guerre, ne travaille pas dans les usines de guerre, ne se prive du plus nécessaire pendant cette guerre que dans un but unique: vaincre les ennemis, pour conquérir un marché universel.

La facilité de la vie matérielle et les richesses accumulées, provoqueront en Allemagne la croissance du nombre d'habitants dans ce pays prolifique. Et, à un moment donné, quand toutes ces forces seront mobilisées, organisées et dirigées vers le but unique, qui est-ce qui pourra arrêter alors le courant débordant de la nation allemande dirigé vers la conquête des marchés mondiaux. Est-ce que ce sera la classe ouvrière de l'Europe occidentale et des Etats-Unis? Nous ne le croyons pas. L'internationale, ou la Société des Nations? Encore moins!

L'enseignement qui se dégage de ces faits est le suivant: « Aucun des peuples alliés contre l'Allemagne et ses complices, ni aucune des classes sociales, n'a intérêt à ce que l'Allemagne ne soit pas battue. Elle doit être battue, non pas pour désannexer l'Alsace-Lorraine, non pas pour l'union du peuple italien, ni celle du peuple roumain, ni celle du peuple serbe, — mais pour le triomphe de la justice, pour la sécurité du monde entier, pour la paix équitable et durable, pour la liberté générale, pour le salut suprême de tous. On ne pourra réaliser tout cela que par la victoire complète sur l'Allemagne, victoire que se doivent réciproquement tous les peuples alliés d'aujourd'hui. »

M. M. B.

Un défenseur de l'Autriche-Hongrie

Un diplomate autrichien en retraite, F. v. B. a presque accaparé les colonnes de la « Neue Zürcher Zeitung » en servant au public suisse des informations fantaisiques sur le bien-être qui règne dans la monarchie des Habsbourg. Du journal zurichois ce Monsieur a l'habitude de passer de temps en temps dans d'autres organes de la presse suisse, et on l'a vu aussi tout récemment, peindre au « Journal de Genève », la situation en Autriche sous les couleurs les plus optimistes. Les méthodes employées par cet émissaire de Vienne sont des plus diverses, mais son dernier écrit dépasse en audace tout ce qu'on a vu jusqu'à présent dans cette matière. Dans la « Neue Zürcher Zeitung » (n^o 38) il est venu en effet commenter le discours de Lloyd George, qu'il appelle « le grand homme d'Etat jouissant en Autriche d'une admiration justifiée », « l'enchanteur de Wales », « le sauveur de l'Autriche. » Selon M. F. v. B., Lloyd George aurait souscrit au programme de paix du comte Czernin! De plus, le premier anglais aurait exprimé le désir d'arriver, par Vienne, à la paix avec Berlin! Après avoir avancé une interprétation aussi tendancieuse du discours de Lloyd George, M. F. v. B. a essayé de la corroborer par quelques affirmations supplémentaires. Il nous assure que l'Autri-

che-Hongrie n'est pas du tout un instrument des plans pangermaniques, elle est simplement une alliée de l'Allemagne, ayant les mêmes droits et la même force. L'Autriche est donc nécessaire à l'Europe, surtout à l'Angleterre, conclut M. F. v. B., pour contrecarrer les plans de la caste militaire prussienne. Si l'Angleterre veut se garantir contre le danger germanique elle n'a qu'à soutenir l'Autriche qui exerce déjà une pression en Allemagne en vue d'une démocratisation de l'Empire!

Nous enregistrons cette tentative curieuse de représenter l'Autriche comme un moyen de vaincre l'Allemagne. L'idée de M. F. v. B. fera plaisir aux austromanes incorrigibles que l'on voit toujours en bon nombre dans les pays alliés. Sa manœuvre est cependant inoffensive parce que si les Alliés ne procèdent pas au démembrement de l'Autriche, les peuples réveillés le feront eux-mêmes avec plus de bruit et plus à fond. C'est inévitable. Un Autrichien nous écrivait l'autre jour: « Avec les articles de journaux vous ne réussirez pas à démembrer la Monarchie. » Possible. Mais il est certain qu'on ne pourra pas non plus la sauver par des écrits tels que celui de M. F. v. B. Le dernier mot sera aux peuples et c'est nous qui exprimons leur opinion.

Le comte Andrassy et la Serbie

Dans son plaidoyer pour la paix, le chancelier austro-hongrois *in spe* fait un véritable tour de force, afin d'expliquer d'une façon élégante les causes du conflit actuel. « La guerre mondiale, affirme-t-il, a été la résultante d'une accumulation inouïe aux quatre coins du monde, de frotements, de craintes, de haines et de conflits d'intérêts qui ont trouvé un appui dans deux tensions fondamentales ». Les deux tensions, selon lui, sont dues à l'antagonisme anglo-allemand d'un côté et austro-russe de l'autre. Ces deux antagonismes ont continué longtemps à s'opposer, depuis 1914, à la conclusion d'une paix durable, comme ils s'opposèrent au maintien de l'équilibre avant la guerre.

Au lieu d'aller chercher les causes de la guerre « aux quatre coins du monde » et de porter l'accusation, tantôt contre l'impérialisme russe, tantôt contre celui des Anglais, le comte Andrassy n'avait qu'à regarder autour de lui pour découvrir les vrais coupables. Pour cela il n'aurait qu'à consulter les comptes rendus des débats et les discours prononcés au Parlement autrichien et hongrois¹. Il aurait donné une meilleure preuve de sa sincérité en portant les responsabilités sur le compte des puissances centrales, sur l'esprit de domination et de conquête dont les dirigeants de ces puissances ont été toujours animés. Parler que de la patrie du comte Andrassy, nous dirons que depuis Metternich jusqu'à Tisza et Berchtold, la politique austro-hongroise n'a guère changé de but. Au moins en ce qui concerne les relations avec la Serbie, cette politique fut toujours impérialiste et plus ou moins agressive. « De, le premier jour de l'existence de la Serbie », écrit M. E. Denis (La Grande Serbie), « la politique de la Monarchie dualiste marquait nettement le but qu'elle n'a pas cessé de poursuivre depuis: tolérer l'existence de la Serbie, tant que celle-ci, par sa faiblesse, ne serait pas un obstacle à sa pénétration dans les Balkans, l'écraser sans pitié du

moment où elle prétendait remplir librement sa destinée. » Le fameux mot de Metternich, au dire duquel la Serbie sera un jour turque ou autrichienne, résume excellemment le programme de la politique austro-hongroise vis-à-vis de la Serbie, programme dont la Monarchie dualiste ne se départit jamais.

C'est le père du comte Jules Andrassy, qui, par l'occupation de la Bosnie et d'Herzégovine, empêcha le premier l'unité nationale serbe de s'accomplir, en poussant l'Autriche-Hongrie dans les Balkans. Son fils ne réserve pas un sort meilleur à notre peuple. Son programme renfermant « les conditions acceptables, conditions qui assureraient aux nations de l'Entente l'intégrité de leur situation » (quel style diplomatique), contient, outre la cession du mont Lovćen à la Monarchie, la cession de la Macédoine serbe à la Bulgarie. « Nous n'avons qu'un désir à l'égard des Balkans, écrit Andrassy, c'est d'y créer un équilibre de forces qui garantisse la paix et qui assure la possession des Balkans aux peuples balkaniques. » A l'entendre parler, on dirait que le fils du ravisser ne se pré-

¹ Voir le discours du député slovène Ravnihar, reproduit par « La Serbie » du 26 janvier.

pas permis même à un homme politique hongrois. Pour ce seigneur magyar, « l'unité » bulgare réalisée ainsi, n'aurait rien de choquant. Quant à l'unité serbe, italienne et roumaine, elles semblent ne point intéresser le futur chancelier austro-hongrois. Le comte Andrassy a pourtant daigné parler aussi de la Serbie. Voici en quels termes il parle de notre pays : « nous ne revendiquons qu'une minuscule partie de l'ancienne Serbie. La reconstruction de l'Etat serbe, et cela en dépit de la défaite subie par les Serbes, ne forme pas non plus une condition inacceptable ». C'est la première fois, à notre connaissance, que quelqu'un s'avise à parler de la défaite subie par les Serbes. Et cette pierre dans notre jardin nous vient encore de la part de notre voisin du nord, celui qui aurait le plus d'intérêt à se taire sur ce sujet. En effet, on dirait que le comte Andrassy dormait d'un sommeil de mort pendant que notre armée infligea les deux fameuses raclées à la glorieuse armée de Potiorek. Il n'est pas dans nos habitudes de parler à tout propos de nos victoires ni des défaites de nos ennemis. Il est pourtant suffisamment connu que notre armée, au cours de la guerre actuelle, n'a jamais subi de défaite. Attaquée de trois côtés, trahie du quatrième, elle fut refoulée, mais jamais vraiment écrasée. Les Serbes ne connurent donc pas de défaites, hormis celles qu'ils infligèrent à leurs ennemis.

M. D. M.

Comment on administre la Serbie !

— Impressions d'un professeur autrichien —

La « Reichspost » du 17 janvier reproduit, d'après l'« Oesterreichisch-Ungarische Kriegskorrespondenz », les impressions recueillies en Serbie occupée par le professeur d'université, Dr. Karl Brockhausen.

« S'il est permis, écrit Brockhausen, de comparer les tendances poursuivies par les trois Etats qui ont conquis la Serbie, on peut dire ce qui suit : Les Bulgares ont voulu avant tout s'assimiler la population qu'ils y ont trouvée, ils l'ont fait dans une large mesure ; les Allemands ont poursuivi un but bien conçu de s'assurer certains objets de valeur durable qui leur sont très utiles. Ils ont par suite pris possession de ces objets et se les sont appropriés, tantôt, autant que cela était possible, d'une manière légale au moyen d'un contrat conclu avec leurs possesseurs antérieurs, tantôt par un fait accompli, « manu militari ». Nous Autrichiens, nous avons suivi une double politique qui s'est modifiée au cours de l'occupation. Pendant un certain temps nous avons administré le pays comme s'il devait rester toujours en notre possession. Nous n'avons épargné aucun effort et aucun capital et nous avons retiré de ce pays moins que nous y avons mis. Plus tard, notre politique s'est quelque peu modifiée : on a pensé davantage à notre arrière et on a utilisé à notre profit les matières premières ».

Il n'est pas difficile de comprendre le véritable sens de ces demi-aveux officiels !

LES SOCIALISTES SERBES ET LA PAIX RUSSE

Le Comité Exécutif du parti socialiste serbe en France a adressé aux socialistes russes l'appel suivant :

Tandis que la Serbie qui, pendant un siècle, a subi la terreur politique et économique de l'impérialisme austro-hongrois, cherchait dans la Russie telle qu'elle était et auprès des démocraties occidentales la protection de sa liberté, de son indépendance et la libération de nos frères soumis à la domination étrangère, — nous autres, socialistes serbes, étions le reflet de votre pensée, les admirateurs de votre enthousiasme et de votre esprit de sacrifice, les défenseurs de votre lutte sublime et vos modestes collaborateurs pour la victoire du socialisme dans les Balkans. Chacun des crimes du tzarisme contre les peuples russes a provoqué de vigoureuses démonstrations du prolétariat serbe ; chacun de vos succès en Russie était célébré en Serbie par d'éclatantes manifestations ouvrières. Nous étions convaincus que la libération et le plein développement de notre nation démembrée et asservie ne peuvent être obtenus que grâce à nos propres efforts soutenus par une révolution russe victorieuse. Cette conviction était partagée par notre peuple tout entier. Celui-ci, en effet, considérait la chute du tzarisme et la victoire de la Révolution comme une des conditions de sa libération du terrorisme austro-hongrois et de l'asservissement au tzarisme. C'est pourquoi le prolétariat serbe a accueilli votre victoire avec une indicible joie, une joie encore plus grande que celle des socialistes d'autres pays. Tous les Serbes, Croates et Slovènes opprimés et persécutés ont éprouvé les mêmes sentiments.

Votre victoire signifiait pour nous le triomphe de la liberté sur l'esclavage : c'était l'aube de jours meilleurs, l'aurore du socialisme vainqueur.

Vos déclarations ont justifié notre espoir et notre confiance.

Vous avez proclamé que la démocratie révolutionnaire de Russie veut une paix générale basée sur des conditions que puissent accepter les ouvriers de tous les pays qui, n'aspirant pas au pillage, ne cherchent aucune conquête, qui sont également intéressés à la libre expression de la volonté de tous les peuples et à la défaite de l'impérialisme international. Ceux des nôtres qui appartiennent à la Serbie, ceux qu'opprime l'Autriche-Hongrie ont souffert et souffrent encore à cause des Etats avides de conquêtes et de pillage. Victime de cet impérialisme conquérant et objet de pillages, notre peuple a applaudi à cette déclaration et il est prêt à employer ses dernières forces pour la réalisation de ces idées.

« Paix sans annexions ni contributions basées sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », cette formule parlait au cœur non seulement des socialistes de notre pays, mais à celui de tout notre peuple. Nous n'éprouvions aucune inquiétude quant au sens de cette formule, car nous connaissons vos idées. Nous savions que vous conceviez le droit des nations à disposer d'elles-mêmes comme le droit absolu de tous les peuples à leur indépendance, comme le droit des nations asservies de se

séparer de l'Etat oppresseur, de fonder une communauté politiquement et économiquement indépendante, sans maître ni à l'intérieur ni à l'extérieur, et de se fédérer, d'égale à égale, avec d'autres nations de son choix. Nous savions que votre formule signifiait sans annexions anciennes et nouvelles.

Vous avez lancé un manifeste invitant les peuples à conclure la paix générale, une paix démocratique basée sur le principe que toutes les nations ont le droit d'organiser leur vie nationale à leur volonté, en pleine liberté et indépendance. Les représentants de la diplomatie secrète, du militarisme prussien et du germanisme impérialiste, des barons allemands et des magnats magyars, des bourreaux des Arméniens et des serviteurs de Cobourg ont répondu à votre invitation. Ils sont venus, caressant l'espoir que, adversaires de la guerre et désireux de la paix, vous trahirez vos idées et accepterez une paix qui ferait triompher l'autocratie au détriment de la démocratie, une paix qui renforcerait le militarisme germanique et menacerait l'humanité de tomber sous sa domination atroce, qui sanctionnerait les conquêtes qu'ils ont faites et approuverait leur domination criminelle sur des nations étrangères, petites et faibles.

Vous qui les connaissez bien vous savez qu'une paix démocratique ne peut pas être conclue avec les ennemis de la démocratie, avec ceux qui oppriment tous les mouvements démocratiques de leur propre peuple et qui, en Allemagne, ont emprisonné des socialistes qui sont revenus au socialisme. Vous savez que la paix ne peut pas être fondée sur le principe du droit des peuples avec les représentants de l'impérialisme qui cherchent des conquêtes partout et avec les représentants des gouvernements qui oppriment des nations étrangères, avec ceux qui, en Autriche, ont refusé même de vous envoyer les élus des nations soumises à leur domination, bien que ces députés eussent réclamé au Parlement de Vienne le droit de faire la paix avec vous au nom des 29 millions de ressortissants des nations opprimées.

Nous autres, socialistes de la Serbie occupée et de la Bosnie-Herzégovine subjuguée, avec le droit que nous donne notre constante fidélité aux principes du socialisme, le martyre et les sacrifices de notre nation yougoslave dans la lutte pour la liberté, nous vous adressons cet appel, à vous, socialistes russes. Nous vous demandons de ne pas traiter une paix séparée au détriment de la démocratie, du socialisme de l'humanité et de la Russie elle-même, et d'exiger de tous les belligérants que votre principe du droit des peuples soit appliqué partout où il y a des nations opprimées.

Nous émettons le vœu que toutes les difficultés soient surmontées, pour que, fortifiée, la Révolution puisse prêter son aide puissante aux nations opprimées qui, malgré la dure réalité, continuent leur lutte, gardent la flamme révolutionnaire et espèrent que vous les aiderez, par votre force révolutionnaire, à se libérer du joug étranger.

De notre côté, nous vous déclarons qu'il n'y aura ni paix démocratique, ni organisation stable des peuples des Balkans, ni développement économique et démocratique tant que leur organisation ne se fondera pas sur les exigences suivantes :

1° Réalisation intégrale du principe du droit des peuples en général et, en ce qui concerne notre peuple serbo-croato-slovène, union de tous ses ressortissants, sa liberté complète, son indépendance absolue, pour qu'il puisse, uni et libre, former la fédération républicaine avec des autres peuples libres des Balkans ;

2° Opposition à toute conquête territoriale dans les Balkans de la part de n'importe quelle grande puissance et sous n'importe quelle forme.

La convocation de la Skoupchtina

La Skoupchtina serbe vient d'être convoquée à Corfou, pour le 12 février. Immédiatement après les discours de Lloyd George et de Wilson les parlementaires serbes s'étaient adressés au gouvernement demandant de convoquer l'Assemblée Nationale et de lui fournir des renseignements nécessaires sur la situation politique. Devant les formules un peu vagues sur les intentions de l'Angleterre et de l'Amérique par rapport à l'Autriche-Hongrie, les députés serbes de tous les partis ont ressenti encore davantage le besoin de voir le parlement de Serbie remplir ses fonctions constitutionnelles et aider le gouvernement dans le travail à la libération et l'union de tout le peuple serbo-croate-slovène. Le gouvernement serbe s'est empressé de satisfaire à cette demande, d'autant plus que le parlement serbe n'avait été réuni depuis plus d'une année, une anomalie que seule la situation anormale du pays, envahi presque en entier, et utilisant un territoire emprunté, peut expliquer et excuser.

La Skoupchtina serbe se réunit en un moment particulièrement difficile. S'il n'y avait que la défection russe, cela seul suffirait à démontrer la gravité de la situation de notre pays, trahi et déçu dans ses convictions les plus profondes et les plus sacrées. Mais il y a aussi d'autres difficultés que l'anarchie et la trahison russes, et auxquelles le parlement doit prêter toute son attention. Dans les discussions entamées sur les modalités de la paix, des esprits généreux sans doute et parfaitement de bonne foi, mais naïfs et crédules dans leurs jugements politiques, paraissent être disposés à envisager des solutions capables de porter un coup mortel à l'unité nationale serbe. C'est un danger autrement grave et auquel la Skoupchtina aura à s'intéresser tout particulièrement. En insistant sur la nécessité absolue de l'affranchissement intégral du peuple serbo-croate-slovène de toute domination étrangère, le parlement serbe démontrera encore une fois l'attachement et la fidélité à la cause alliée qui est la sienne, et prouvera que la Serbie, aujourd'hui plus que jamais, est consciente non seulement de ses devoirs mais aussi de ses droits.

Le parlement aura aussi à résoudre quelques questions d'ordre intérieur rentrant dans sa compétence. Si, à cette occasion, il se prononce pour un remaniement du ministère actuel afin d'y faire entrer aussi les représentants des autres partis politiques, ce changement n'impliquera aucune variation dans la politique serbe : elle a toujours été nationale et elle le restera.

FEUILLETON

L'organisation politique de l'Etat yougoslave

par A. H. E. Taylor

III

Il apparaît que la forme la plus lâche de confédération n'est pas invoquée dans le cas yougoslave par les nécessités qui font de cette forme la meilleure. Le territoire des Yougoslaves n'est pas assez étendu pour exiger la division de son espace en vue de commodités administratives ; il n'est pas non plus habité par des races diverses, ni par des populations qui ont possédé depuis longtemps une autonomie intérieure complète qu'ils pourraient abandonner à regret. Pour les raisons déjà citées, il ne semble pas non plus qu'il soit nécessaire de recourir à la forme plus étroite de confédération dont le Canada offre un modèle. Le plus grand argument en faveur du système fédératif intervient quand il sert à unir ceux qui, pour des raisons nationales ou ethniques, ne peuvent pas se réunir volontairement ou naturellement en un Etat unitaire. L'un des avantages du système fédératif est la combinaison de l'unité nationale et d'un fort patriotisme local, tandis que l'exercice d'un argument local étendu donne une éducation politique à un grand nombre de citoyens. De l'autre côté, le système central tend à être faible aux extrêmes, et dans le cas du Staatenbund. Un exemple du système fédératif est exposé à cet égard fut offert par les Etats-Unis et le Japon au sujet de la législation de la Californie. Des plaintes adressées au gouvernement fédéral provoquèrent la réponse

que cette matière était de la compétence de la souveraineté de l'Etat de Californie, et que le pouvoir exécutif central ne possédait pas de droit corréctif en cette affaire — réponse qui fit surgir le mot d'esprit que les Etats-Unis devraient plutôt être appelés les Etats-Désunis. Le problème prit les plus sérieuses proportions. Si le pouvoir central n'avait pas de sympathie envers la législation en question, contre qui y avait-il recours ? Si les Japonais avaient recouru à l'ultima ratio contre la Californie, les autorités fédérales auraient-elles pu rester à l'écart ? Sinon la roue de l'argument diplomatique tourne sur place. Même l'organisation plus étroite du Canada n'a pas préservé le gouvernement du Dominion de problèmes semblables non moins sérieux. Un système fédératif pour les Yougoslaves pourrait tendre à perpétuer le particularisme local des différentes provinces, et la race a tant souffert dans le passé de ses divisions intestines que tout homme d'Etat yougoslave devrait être prudent à l'extrême avant de faire appel à un système qui perpétuerait ou exalterait des divisions analogues dans l'avenir, et ils devraient être sur leurs gardes contre les attractions superficielles du fédéralisme.

Les amères mésaventures qui ont fait de l'histoire de la race une tragédie séculaire et son morcellement actuel en juridictions différentes ont conduit à un désir prédominant d'une unité réelle et sans équivoque. On doit rappeler aussi que la Skoupchtina ne serait pas chargée des soucis d'un empire étendu, tandis que le vice de la sur-centralisation ne demande pas, pour être évité, un système fédératif complètement développé. « Un gouvernement fédératif signifie un gouvernement faible... Une fédération sera donc toujours un désavantage dans un conflit avec des Etats unitaires aux ressources équivalentes ».

¹ A. V. Dicey, op. cit., p. 162-163.

Les Yougoslaves ne sont pas en de circonstances telles qu'ils puissent négliger un élément quelconque de force : après la guerre, ils seront affrontés par des voisins jaloux, aux dépens desquels leur unité aura été achevée, et plus ils seront forts, plus ils seront en mesure non seulement de maintenir leur propre position, mais de préserver la paix dans leur coin du monde. L'attention a été attirée sur les différents niveaux de culture atteints par les diverses divisions territoriales des Yougoslaves, mais cette considération plaide plutôt en faveur d'un gouvernement unitaire, puisque, avec un système fédératif, les différentes provinces pourraient être gouvernées sous des systèmes variés de pratique administrative, à moins que le personnel administratif actuel dans les provinces les plus retardées ne fût aidé par celui des provinces plus développées. Dans ce cas cependant, l'argument en faveur de la fédération semblerait pro tanto en défaut car il resterait encore un niveau varié de compétence législative. Les ressources de l'ensemble devraient plutôt être affectées au développement de l'ensemble. De l'autre côté, un système fédératif accompagné des freins qui sont présents dans la constitution américaine assure une certaine stabilité et continuité de politique. On ne sait pas cependant jusqu'à quel point ce système de freins pourrait être transplanté.

Au total donc la balance des arguments est décidément contre un système fédératif pour les Yougoslaves, en tant qu'inutile, non exigé par l'étendue du territoire de leur pays, ni par la diversité des éléments ethniques, ni par le régime politique passé dans les provinces, en tant qu'il comporte le danger particulariste ; en tant que de nature à être accompagné par un système varié de pratique législative et administrative qui serait une grande faiblesse pour

² Voir Lecky « Démocratie et Liberté », ind. p. 53 et suiv.

Belgrade sous le régime austro-hongrois

— Impressions d'un député tchèque —

II

« Le corps enseignant du pays est obligé de chômer, tant qu'il n'est pas exilé. Il mène une vie misérable, sans moyens d'existence et dépend entièrement de l'assistance publique. Les instituteurs étrangers, d'instruction insuffisante, ont été appelés à greffer sur l'esprit national serbe la culture magyare, afin qu'ils produisent des fruits magyars. C'est la culture magyare, non pas la culture allemande, qui doit remplacer la culture nationale serbe. Comme la Pologne a été livrée à l'influence autrichienne, de même la Serbie a été réservée à l'influence magyare, et voilà les écoles serbes livrées à cette dernière.

« L'instruction publique en Serbie a beaucoup souffert. C'est déjà la septième année de guerre qui la désorganise. La plupart de la jeunesse serbe, qui atteint l'âge adulte, n'a point suivi l'école primaire ou très peu assidûment. Aujourd'hui, l'enseignement serbe commence à renaître après la cinquième année de guerre. Il paraît qu'à peu près le 17 % de la jeunesse en âge de suivre l'école trouve maintenant l'occasion de la fréquenter et d'y recevoir quelque instruction au moyen d'une écriture étrangère, d'une langue qui lui est compréhensible, mais qui doit les éloigner de la langue et de l'esprit de ses aïeux et de sa nation pour les conduire à une langue étrangère et à l'esprit magyar. Qui ne se souviendrait pas du « Vae victis ! »

« De l'école nous sommes allés visiter l'orphelinat situé derrière le parc de Topchider. Sur le mur de l'ancienne cour, nous avons lu l'inscription en allemand : K. K. Waisenhaus.

« Dans les divers locaux de l'orphelinat, nous avons aperçu environ 200 garçons et filles, petits et grands. C'étaient les enfants de parents disparus pendant la guerre. Combien y en a-t-il de ces orphelins dans toute la Serbie ?

« Comme à l'école, ici encore les gardiennes de ces orphelins sont des Allemandes et des Magyares de Hongrie. D'ailleurs, notre impression est la même que dans d'autres institutions pareilles, sauf qu'ici tout rappelle la guerre. On nous a montré des chambres à coucher, modestes mais propres, des cuisines et des dépôts. On nous fit remarquer, qu'on préparait les étrennes du Noël orthodoxe (7 janvier n. s.), et que l'on en distribuera beaucoup aux enfants, surtout des choses utiles et nécessaires, des chaussures, vêtements et linges. La maîtresse attira notre attention sur le beau linge que devaient recevoir les enfants. En effet, il y avait de beaux articles tricotés en coton et en laine. Plein d'étonnement, je m'approche de la pile de linge et j'admire la générosité, dont jouissent les orphelins serbes. Quelle ne fut pas ma surprise, en lisant sur chaque article de lingerie : Croix-Rouge Suisse. Berne. Don pour les prisonniers serbes !

*

« Le camarade Lapčević demeure dans une rue écartée. Nous avons découvert vers 8 heures du soir sa maison. Elle était fermée. La petite porte en fer qui ferme la petite ruelle entre deux maisons, par où il fallait se rendre dans l'appartement de notre camarade, était fermée par une chaîne de sûreté cadenassée. Mon guide frappe fortement contre la porte en fer. Un moment après une voix répondit de l'autre côté. Mon guide appela : Drug Lapčević ! (Camarade Lapčević !) La voix reprit et après quelques minutes l'on aperçut l'ombre d'une personne qui nous ouvrait la porte et nous mena dans la maison par la ruelle sombre. Nous entrâmes ensuite dans l'appartement du camarade Lapčević. Dans une petite chambre, sur deux lits reposaient trois enfants. Sur un des lits il y avait encore de la place pour un dormeur, sans doute pour le père de famille, le camarade Lapčević. Lui-même était debout devant nous, et nous serrant les mains, répétait : Drugovi, milo mi ! (Camarade, je suis content !).

« Une figure intéressante ! Un excellent homme ! C'est le patriarche du socialisme serbe et son apôtre à la fois. Il pouvait avoir de 45 à 50 ans. De moyenne taille mais robuste, de larges épaules, il avait une vraie tête d'apôtre. Son visage calme et pétillant d'esprit nous frappait par ses beaux yeux placides, vifs et aussi bons que ceux d'un enfant. C'était sa riche et épaisse chevelure, noire et longue, tombant jusqu'aux épaules et sa belle barbe poivre et sel, couvrant sa poitrine, qui lui donnaient l'apparence et la dignité d'un apôtre.

« Il ne parlait que le serbe. Cette circonstance — car je ne savais pas suffisamment le serbe, et mon compagnon, le socialiste viennois Glöckel, non plus, ne nous permit pas de lier une conversation plus étendue. En prêtant beaucoup d'attention — et surtout grâce à la parenté du serbe avec le tchèque — j'ai pu saisir ce qui suit :

« Le camarade Lapčević a été interné pendant quelque mois. Ensuite il a été relâché. C'est un écrivain et journaliste, mais il n'a point de possibilité de faire valoir son talent. Il mène une vie misérable de petit marchand ambulancier avec sa femme et ses cinq enfants. Je lui posais cette question : « Et votre parti, que fait-il ? »

« Le parti socialiste serbe ? A Belgrade il y a une vingtaine de camarades à peine. La Maison du Peuple a été utilisée par la Croix-Rouge. La presse et l'organisation n'existent pas. Les camarades socialistes serbes, ou servent dans l'armée serbe du Vardar, ou sont internés dans les camps de prisonniers, ou bien se sont réfugiés à l'étranger dans tous les pays du monde. »

« Le camarade Lapčević croit fermement à la victoire de la classe ouvrière et du socialisme. Lui-même est partisan du Zimmerwaldisme. Il connaît la situation des pays tchèques et slovaques et les courants de notre parti socialiste tchécoslovaque. Nous nous sommes rendus ensuite au « Café Vardar », où se réunissent les socialistes, en compagnie de cet excellent homme, calme dans le malheur et dans le désastre de sa patrie, mais dont l'espoir en un avenir meilleur est invincible.

« En sortant, ne sachant que dire à cause de l'insuffisance de mes connaissances du serbe, et aussi afin de soulager la peine qui l'oppressait en faisant allusion aux souffrances des autres, je lui dis : « Camarade, notre nation elle aussi est sous le joug ». Oui, me répondit avec calme l'apôtre du socialisme serbe avec des gestes expressifs, « vous trois siècles — nous une seule année... Nous souffrons davantage ! »

« Suivant les informations officielles qui nous ont été transmises, l'administration de la Serbie occupée, sans la Macédoine, est organisée comme suit.

« En tête de l'administration est placé un gouverneur qui a son siège à Belgrade. Il a 12 arrondissements sous ses ordres, dont chacun se compose de 3 à 4 districts. Le gouverneur est à la tête de l'administration militaire du pays ; les chefs d'arrondissement et ceux de districts, de même que les administrateurs, sont tous des militaires. L'administration des arrondissements et des districts est divisée en département purement militaire et en département civil. Cependant, cette administration civile est entre les mains des militaires. Il saute aux yeux que les éléments magyars prédominent dans l'administration du pays. Depuis l'occupation on a donné 16.000 concessions commerciales aux commerçants magyars au détriment des indigènes.

« Cet état est considéré comme insupportable, car il livre les indigènes à la proie des étrangers qui ne songent qu'à s'enrichir promptement et qu'à exploiter le pays.

« L'approvisionnement est soumis aux mêmes prescriptions que l'arrière-front de la monarchie austro-hongroise ; mais il pèse plus lourdement sur les épaules de la population, car après l'occupation, le pays a été entièrement privé de ses res-

sources par les réquisitions des armées en marche et surtout parce que dans un pays ennemi et vaincu, les ordres sont exécutés très rigoureusement et les contraventions sont plus sévèrement réprimées.

« Tous les produits de l'agriculture doivent être livrés à l'administration militaire, suivant les prescriptions en vigueur. On ne laisse aux producteurs qu'une certaine quantité. On n'a eu de la farine de froment que jusqu'au 1er décembre 1917 ; pour le reste de l'année, il n'y avait que du maïs. Le peu qui reste de l'industrie, se trouve entre les mains de l'administration militaire. Le bilan annuel de la dernière année administrative était de 840 millions de couronnes. Le bénéfice net atteignait 30 à 40 millions. On est forcé de payer en couronnes dans tout le pays.

« Le résultat favorable du bilan réside dans le fait que l'on paie aux producteurs les prix les plus bas, tandis que les produits sont revendus à des prix relativement élevés.

« Le pays compte 2000 hameaux groupés en 860 communes. L'administration civile des communes, organisée sur le modèle des lois serbes, est exercée par des magistrats nommés par le gouvernement militaire. A Belgrade, c'est l'ancien ministre de la guerre et des finances, Vasa Antoniċ, que le gouverneur militaire a appelé aux fonctions de maire. Le secrétaire de l'organisation syndicaliste à Belgrade, le camarade Luka Paviċiċ, et encore un autre camarade, élu au conseil municipal déjà avant la guerre, font partie de l'administration municipale. Les œuvres de charité sont administrées par les « kmets » (doyens de la ville) sous le contrôle du gouvernement militaire. Aujourd'hui, il y a à Belgrade environ 10.000 personnes qui dépendent des fonds communaux pour les pauvres. Ils touchent 5 couronnes par mois par personne. Pour cette somme, ils se procurent à peine la quantité de farine prescrite pour une personne et pour un mois. Il reste le problème insoluble, de savoir comment les pauvres de Belgrade se procureront d'autres provisions indispensables à leurs besoins ? Un œuf, acheté en sous-main, coûte de 80 centimes à une couronne, un kilo de lard — comme chez nous — aussi en sous-main, se paye jusqu'à 30 couronnes. Les rations officielles sont insuffisantes — comme en Bohême — pour se nourrir.

« Voilà les conditions, dans lesquelles plus d'un quart de la population de Belgrade se voit obligé de vivre.

« Puisque nous-mêmes, après les souffrances de quatre ans de guerre, nous désirons la paix et que nous souhaitons voir la fin de toutes ces horreurs et l'accomplissement des vœux que nous formons pour l'après-guerre, — combien les désirs des peuples assujettis doivent-ils être plus ardents encore dans les pays, qui, d'après la devise de la démocratie russe : « pas d'annexions et restitution des territoires occupés », retourneront à la propre administration des nations libres et indépendantes, — combien doivent-ils souhaiter avec plus d'intensité encore le moment après lequel ils soupireront, où le droit de disposer d'eux-mêmes, leurs libertés et leurs droits civils leur seront restitués ! »

*

En publiant ce récit mis gracieusement à notre disposition par le Bureau de presse tchèque à Genève, nous nous abstenons de tout commentaire, laissant le document parler de lui-même.

« L'Eté bulgare 1915 »

On nous écrit de Paris :

Le récent ouvrage de M. Dunant : « L'Eté bulgare 1915 », a fait ces temps derniers, l'objet de commentaires nombreux et divers dans les milieux politiques de France. En présence des conversations que M. Dunant eût à l'époque avec les représentants des différents groupements politiques en Bulgarie, on est vraiment tenté de croire que la diplomatie alliée n'a pas fait tout son devoir pour ramener la Bulgarie à ses côtés, que l'état d'esprit qui y sévissait avant son intervention permettait déjà, — si l'on avait

su s'y prendre — un revirement en faveur de l'Entente.

En 1915, M. Dunant se trouvait à Sofia en qualité de correspondant particulier du « Temps ». Les portes des hommes d'Etat bulgares lui ont été largement ouvertes. Et M. Guéchoff, chef des narodniaks, et M. Malinoff, chef des démocrates, et les progressistes, et les radicaux, et les agrariens, tout ce monde s'était empressé de rapporter à M. Dunant les idées que les groupements, dont ils sont les représentants autorisés, avaient formulées dans la question de la guerre et de la paix, qui agitait alors le peuple bulgare tout entier. Ces idées, M. Dunant nous les présente dans son remarquable ouvrage. Tous les hommes d'Etat bulgares appartenant à l'opposition auraient flétri devant lui l'alliance projetée avec les Empires centraux.

Nous n'avons pas l'intention d'examiner ici à fond le livre de M. Dunant. Mais nous ne pouvons pas nous empêcher d'observer tout de suite que M. Dunant n'a pas eu le temps nécessaire d'étudier la psychologie du peuple bulgare, de ses chefs et de ses dirigeants. Lorsque M. Dunant transmettait fidèlement les paroles d'un Guéchoff, d'un Malinoff ou d'un Tsanoff, il ne se doutait nullement que derrière chaque parole et derrière chaque geste se cachaient l'hypocrisie, le mensonge, le désir d'arriver à leurs buts politiques particuliers, c'est-à-dire au pouvoir. L'opposition bulgare subit depuis des longues années l'influence allemande et l'esprit germanique l'avait envahie au même degré que le gouvernement lui-même. C'est dans la nature du peuple bulgare de s'adapter facilement aux Germains, car le peuple bulgare et le peuple allemand vivent et se développent dans les mêmes idées de domination, de conquêtes et d'oppression. Dans son livre « La Bulgarie en guerre », l'écrivain bien connu, M. Léon Savadjian, disait (page 22) : « En Bulgarie, tout gouvernement, fut-il le meilleur, est combattu avec acharnement par l'opposition dans l'unique but de le renverser pour prendre sa place. L'opposition se trouve toujours aux prises avec les idées du gouvernement, quel qu'il soit, et adopte sans hésitation, les idées contraires aux siennes. En 1915, le gouvernement bulgare était germanophile ; l'opposition se déclara russophile. Si le gouvernement bulgare avait été russophile, toute l'opposition aurait été germanophile à outrance ».

La pensée de M. Savadjian est l'expression exacte des sentiments qui ont guidé l'opposition bulgare dans sa lutte contre le gouvernement de M. Radoslavoff. D'ailleurs, l'opposition bulgare, lorsqu'elle s'est vue incapable d'arriver à ses fins, jeta le masque. Et depuis l'intervention bulgare nous n'avons jamais connu une parole, un geste, un mot, tendant à prouver qu'en Bulgarie il y a des gens qui ne voient pas d'un bon œil l'alliance avec l'Allemagne. Au contraire, aussi bien M. Guéchoff et M. Malinoff que M. Tsanoff et M. Sakyssoff, aussi bien la droite que l'extrême gauche, professent des sentiments de sympathie et de dévouement à la Prusse. L'opposition bulgare tout entière soutient aujourd'hui la politique du tsar Ferdinand et de son gouvernement et n'a d'autre désir que celui de voir la démocratie française et la démocratie anglaise terrassées, afin qu'elle puisse accomplir sans contrôle ses desseins de domination et de conquêtes.

Lorsqu'on parle de l'écrasement du militarisme prussien, on ne devrait pas oublier le militarisme bulgare, aussi dangereux et aussi fatal pour la sécurité et la tranquillité de l'Europe. La Prusse de Guillaume et la Prusse des Balkans méritent un sort identique. Jos. DEL.

identité de causes qui existe rarement par la validité de la déduction.

Il ne peut y avoir de doute que la fusion complète des Yougoslaves en un seul Etat unitaire, serait, si cela peut être accompli et si tel est le désir de la race, la solution idéale du problème de leur union nationale. Un gouvernement unitaire est la forme de gouvernement la plus forte et un Etat unitaire peut agir avec une décision et une promptitude qui ne peuvent être atteintes en général par aucun autre. Le cas de l'Empire allemand n'est pas une exception réelle à cette règle car sa constitution est une anomalie. Tandis que les relations entre la Prusse et la Bavière participent du caractère d'un Staatenbund, celles de la Prusse avec les Etats plus petits sont d'un strict Bundesstaat et ce fut pour cette raison que Bismarck — ainsi que se le rappelleront les lecteurs de ses Souvenirs et des Mémoires du prince de Hohenlohe — n'était en aucune façon inquiet de forcer le pas de l'union interne entre 1866 et 1870, puisqu'il craignait que les Etats du sud ne se vissent forcés de s'opposer à la Prusse, et les concessions faites à la Bavière furent toujours regardées plutôt comme une nécessité que comme désirables en elles-mêmes. En dépit de ces concessions, la constitution de l'empire allemand donne une prédominance presque com-

plète à la Prusse dans toutes les matières d'une importance commune, prédominance qui est renforcée par la position constitutionnelle de l'empereur et l'absolutisme du chancelier dans le ministère, faits qui rendent possibles de promptes décisions. Les arguments qui peuvent être ajoutés contre un Etat yougoslave unitaire ont été notés de temps en temps en cours de route et ont seulement besoin d'être résumés ici. Ils reposent sur différents degrés de développement culturel atteints par les différentes divisions de la race, la différence de développement historique et de traditions historiques qui a distingué les Serbes des Croates et des Slovènes, sur le danger de voir l'enthousiasme pour l'unité se refroidir quand la race sera délivrée de la domination étrangère, et sur les difficultés qui attendent la fusion et la coopération de parties politiques formées pour subvenir à différents besoins et pour la recherche de buts différents dans le passé. D'un autre côté, les réponses à ces arguments ont été également données au cours de la discussion des problèmes variés que soulève l'avenir de la race. Nous avons eu le témoignage de différents représentants de la race en ce qui concerne le désir d'unité et l'opinion que le sentiment est permanent et mûri, et le résultat de jugements définitivement conçus et légués à toutes les branches comme la grande et lourde leçon du passé. En

tout cas, un changement sera inévitable, comme résultat de la guerre, dans la composition et l'aspect des différentes parties politiques et la fusion complète entraînera l'occasion et la nécessité de groupements politiques nouveaux pour s'accorder à de nouvelles conditions. De tels changements, arrachant les partis à leurs vieilles amarres, seront en réalité un bienfait et permettront aux hommes politiques d'aborder l'avenir libéré des entraves du passé. Il a été observé plus haut que les divisions religieuses n'opèrent plus comme elles l'ont fait, les prêtres orthodoxes et catholiques se sont enrôlés sous la même bannière nationale et ont souffert pour la même cause en bons Yougoslaves.

Bref, comme un gouvernement unitaire est le plus fort et en soi le plus désirable, il apparaît donc comme le but auquel tendent consciemment les Yougoslaves. La race est certainement moins divisée que ne l'était l'Italie au temps du Risorgimento et dans le dernier cas, nous savons que des projets fédératifs ont dû céder au désir de la fusion complète en dépit de la grande différence qui existe encore entre le Nord et le Sud.